



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## PROTOCOLE D'ENGAGEMENT

### DU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

**ENTRE**

**L'ÉTAT, représenté par Etienne GUYOT, Préfet de la Région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne**

**ET**

**LE PAYS COMMINGES-PYRENEES**

**ET**

**LES COMMUNAUTES DE COMMUNES CAGIRE GARONNE SALAT, CŒUR ET COTEAUX DU COMMINGES, ET PYRENEES HAUT-GARONNAISES.**

#### **PREAMBULE**

Par circulaire du 20 novembre 2020, l'État a lancé la mise en œuvre des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) participant à accompagner les projets de territoires. Le CRTE fait suite au contrat de ruralité 2017-2020. Cette démarche vise un triple objectif :

- Accompagner les territoires dans l'adaptation au changement climatique et la transition écologique.
- Inscrire la relance de l'activité suite à la crise sanitaire dans cette double logique de résilience (protéger et consolider l'existant face à la crise) et de transition (préparer les mutations nécessaires des systèmes).
- Simplifier la contractualisation par ce vecteur unique et intégrateur, et ainsi affirmer la cohérence de l'action et de l'appui territorial de l'État.

Le présent protocole d'intention constitue, dans ce cadre, une première étape commune dans la définition et la mise en œuvre du contrat de relance et de transition écologique du Pays Comminges Pyrénées : il précise la méthode de travail, identifie les besoins d'ingénierie ou d'assistance technique que nécessite la préparation du

CRTE Pays Comminges Pyrénées et sa mise en œuvre, établit les objectifs et premières grandes thématiques de coopération entre l'État et les porteurs de projets (EPCI, communes, Pays Comminges Pyrénées, acteurs privés) en matière de relance et de transition écologique.

Les actions d'ores et déjà identifiées dans le présent protocole d'engagement constituent la première étape de mise en œuvre de cette contractualisation. Les actions prêtes à démarrer pourront ainsi être soutenues en amont de la signature du CRTE.

Les cosignataires s'accordent pour que ce futur CRTE du Pays Comminges-Pyrénées prenne notamment en compte les objectifs du projet du territoire approuvé en 2016, réactualisé à l'occasion des orientations des documents de planification et de programmation suivants : SCoT du Pays Comminges-Pyrénées approuvé le 04 juillet 2019 et du PCAET adopté le 16 décembre 2019.

Il est à noter qu'un PLUi et un PLH sont en cours d'élaboration sur le territoire de la Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges

Dans la perspective de la signature du CRTE, les cosignataires s'engagent à travers ce protocole à partager l'information nécessaire à une vision commune des enjeux du territoire, en termes de développement économique, d'environnement, de cohésion sociale et territoriale. Les quatre grandes transitions (écologique, démographique, économique et numérique) seront développées dans le cadre de ce contrat, en y intégrant une approche transversale et cohérente des politiques publiques concernées, notamment en matière de développement durable, d'éducation, de sport, de santé (la crise COVID-19 ayant mis en lumière l'importance des actions des collectivités territoriales), de culture, de revitalisation urbaine, de mobilités, d'économie, d'emploi, d'agriculture et d'aménagement numérique, avec une double approche transversale de transition écologique et de cohésion territoriale. A ce titre, les actions engagées dans le cadre de ce contrat sont respectueuses de l'environnement, en limitant notamment fortement le recours au foncier et en respectant les équilibres en ressources et en biodiversité.

Conclu d'ici le 31 décembre 2021 et pour la durée restante des mandats municipaux et intercommunaux, le contrat de relance et de transition écologique doit permettre aux maîtres d'ouvrage et porteurs de projets concernés de disposer d'une visibilité sur les aides qui pourront être apportées par l'État, et le cas échéant, d'autres partenaires, pour mettre en œuvre leur projet de territoire.

Ce contrat « intégrateur » conclu entre des co-financeurs et maîtres d'ouvrage à l'échelle d'un bassin de vie, aura vocation à associer de nombreuses parties prenantes à sa préparation et à son suivi. Une attention particulière sera portée à l'association de représentants de la société civile.

Le CRTE restera un outil souple. Il sera régulièrement enrichi ou amendé, *a minima* annuellement, afin de demeurer évolutif. Il constituera le cadre permanent de travail entre les exécutifs locaux, les services déconcentrés de l'Etat et les représentants des opérateurs nationaux (agences nationales, Banque des territoires, Action logement, caisses de protection sociale dont la Caisse d'allocations familiales...), en lien étroit avec le conseil régional d'Occitanie et le conseil départemental de Haute-Garonne. Conformément au volet territorial du protocole de préfiguration du Contrat de Plan Etat-Région, une convergence entre les dispositifs de contractualisation territoriale de l'État, via le CRTE et de la Région, via le Contrat Territorial Occitanie, pourra être engagée sur la base d'un projet de territoire partagé.

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : LES MESURES DE RELANCE EN AMONT DE LA SIGNATURE DU CRTE**

En réponse immédiate aux conséquences économiques de la crise sanitaire, l'État a déployé un ensemble de mesures de soutien. A l'échelle départementale, ces mesures représentent un volume de 1,4Mds€ d'aides au titre du fonds de solidarité et de l'activité partielle et ont permis l'engagement de 2,7Mds€ de prêts garantis par l'État.

En complémentarité avec ces mesures de soutien, l'État a déployé le Plan « France Relance » dont l'objectif est de soutenir l'investissement public et privé, d'accompagner les transitions écologiques et numériques et de renforcer la souveraineté de l'économie française.

C'est ainsi que l'État s'engage à financer, un certain nombre d'actions, dans la phase préparatoire du CRTE, en 2020/2021 et qui répondent aux objectifs précités :

Certaines de ces actions sont développées, à titre d'exemple, dans le document relatif aux axes de travail envisagés dans le cadre du futur CRTE (annexe 1).

## **ARTICLE 2 : LE RECENSEMENT DES DISPOSITIFS CONTRACTUELS OU PROGRAMMES EN COURS**

Les signataires conviennent de poursuivre et d'accentuer, dans le cadre du CRTE, la mise en œuvre des contrats et des programmes en cours. L'exécution des contrats en cours ou la poursuite des programmes déjà engagés ne sont nullement remis en cause. Les signataires s'entendent pour effectuer un recensement exhaustif des cofinancements de politiques publiques et d'investissements publics au sein du territoire afin d'en assurer un suivi dans la durée et d'accroître les synergies inter-programmes.

Sont notamment recensés les dispositifs et contrats de l'Etat suivants :

- Le programme Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) engagé sur la commune de Saint-Gaudens sur la période 2021-2027 et qui a vocation à s'étendre à Montréjeau
- Le programme Petites Villes de Demain engagé sur les communes de Bagnères-de-Luchon, Aurignac, L'Isle-en-Dodon, Boulogne-sur-Gesse, Saint-Martory, Aspet, Salies-du Salat sur la période 2020-2026
- Le contrat de ville et de cohésion urbaine visant le quartier prioritaire de la ville de Saint-Gaudens
- le programme Etat du Plan montagne
- Le programme Territoires d'industrie sur le territoire du PETR Pays Comminges Pyrénées labellisé en novembre 2018
- Les dispositifs France Services

Ces contrats s'articulent avec d'autres dispositifs et contrats :

- La convention territoriale globale signée avec la CAF
- Le contrat local de santé signé avec l'Agence régionale de santé,
- Les Plans Climat Air Energie Territorial du Pays Comminges-Pyrénées et des trois Communautés de communes du Comminges,
- Le PIG Pays de Comminges sur la période 2021-2023
- Le Contrat Territorial Occitanie (CTO) sur la période 2018-2021
- Le Projet Alimentaire Territorial du Comminges à l'échelle du Pays Comminges-Pyrénées

- Les contrats Bourg-centre signés avec le conseil régional sur les communes de Saint-Martory, Aspet, Saint-Béat, Bagnères-de-Luchon, Aurignac, L'Isle-en-Dodon, Boulogne-sur-Gesse, Saint-Gaudens et Montréjeau
- Les dispositifs et contrats signés avec le conseil départemental (contrat de territoire, carte blanche à Montréjeau, cœur de vie à Aurignac...)
- Le ou les programmes de renouvellement urbain engagé(s) sur les communes de Bagnères-de-Luchon et de Saint-Aventin (plateau de Superbagnères)
- Les contrats signés dans le cadre de la programmation des fonds européens
- La démarche de structuration du Parc Naturel et Régional (PNR) Comminges Barousse Pyrénées avec le travail en cours sur la charte du PNR

### **ARTICLE 3 : L'APPUI EN INGENIERIE POUR ELABORER ET SUIVRE LE CRTE**

Les signataires conviennent de la nécessité de renforcer les capacités d'ingénierie internes du territoire et les assistances à maîtrise d'ouvrage dont les collectivités auront besoin pour mettre en œuvre leur projet de territoire et construire puis animer le CRTE. Le CEREMA accompagne le PETR Pays Comminges-Pyrénées dans l'élaboration du CRTE. Cet accompagnement d'une durée de 20 jours consiste en un appui méthodologique et en une participation pour co-concevoir et co-animer les différents ateliers et à produire des éléments de synthèse qui serviront à élaborer le CRTE. A la suite de l'accompagnement du CEREMA, les services de l'Etat (Préfecture, DDT, ADEME, etc.) accompagnent l'élaboration et le suivi du CRTE selon les besoins et compétences requis.

Les besoins prioritaires identifiés, considérant que la transition écologique constitue un axe transversal, portent sur les thèmes suivants :

- Mobilités
- Economie locale et durable
- Transition écologique et énergétique
- Solidarités, services, vie quotidienne
- Ingénierie
- Coopération notamment transfrontalière
- Habitat et politique du logement
- Protection et valorisation d'un patrimoine matériel et immatériel remarquable

Des exemples de projets d'ores et déjà lancés et s'inscrivant dans ces besoins prioritaires sont donnés dans une annexe au présent protocole d'engagement (annexe 1).

Le CEREMA posera début juillet un diagnostic sur les atouts/ faiblesses du territoire en matière de transition écologique. A la rentrée de septembre, des ateliers participatifs seront menés par le CEREMA avec les acteurs du CRTE afin de l'enrichir.

#### **ARTICLE 4 : CONSTRUCTION DU FUTUR CRTE**

Les signataires s'accordent pour élaborer un futur contrat de relance et de transition écologique qui sera constitué :

- D'une première partie explicitant les objectifs partagés de politiques publiques ;
- D'une deuxième partie consacrée aux programmes d'action opérationnels envisagés sur la durée du contrat ;
- D'une troisième partie (ou annexes financières) détaillant les financements attribués et engagés.

Le CRTE sera accompagné d'un protocole financier annuel qui précisera les contributions de l'État et des différents partenaires locaux dans la mise en œuvre de ces actions.

L'État s'engagera, au travers du CRTE, à faciliter l'accès à l'ensemble des programmes de financement disponibles dans une logique intégratrice. Les soutiens financiers octroyés proviendront en premier lieu des mesures du Plan de relance mais également des crédits de droit commun (notamment après 2022) et des crédits contractualisés au sein du contrat Etat-régions ou inscrits dans des programmations exceptionnelles.

Un accès sera facilité aux dispositifs intégrés au sein des programmes opérationnels européens (en lien avec les Régions autorités de gestion des PO Feder-Fse) et des programmes spécifiques confiés à des opérateurs nationaux ou au secrétariat général à l'investissement.

L'État recensera dans le contrat, les sources de financement des actions qu'il pourra mobiliser, soit directement, soit au travers de ses différents opérateurs et programmes. Il précisera les conditions d'accès à ces différentes sources de financement des projets. Il mobilisera de manière adaptée les dotations spécifiques de soutien aux projets territoriaux des communes composant l'intercommunalité et des différents maîtres d'ouvrage (FNADT, DETR, DSIL, DSIL « relance », DSIL « rénovation thermique »), et les crédits des agences de l'Etat (ADEME, AEAG, ARS, DDT, banque des territoires). De manière plus globale et sur l'ensemble de ces politiques d'appui aux transitions écologiques et énergétiques, l'Etat veillera, au titre du futur CRTE, à une forte convergence et cohérence des actions et des financements mis en œuvre par ses agences et structures associées, et en particulier dans le cadre des contrats en cours ou à venir, notamment avec l'ADEME, l'agence de l'eau Garonne-Adour, l'ANAH, ANCT, Banque des Territoires.

Le volet financier du CRTE assure la complémentarité de l'action des acteurs publics et privés impliqués sur le territoire, en respectant les règles de répartition des compétences et de participation minimale des maîtres d'ouvrage, dans une logique de subsidiarité.

Les signataires s'accordent pour élaborer un futur contrat avant le 31 décembre 2021, selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Séquence 1 : Poser un diagnostic du territoire atouts/faiblesses (début juillet 2021)
- Séquence 2 : Construire une vision partagée et transversale du territoire (automne 2021)
- Séquence 3 : Établir un plan d'actions.
- Séquence 4 : signature du CRTE avant le 31/12/2021

#### **ARTICLE 5 : ROLE ET COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE**

Un comité de pilotage est mis en place, sous la coprésidence du Préfet ou son représentant, du Président du Pays Comminges Pyrénées et des 3 intercommunalités. Des comités techniques chargés de préparer les différents axes et programmes opérationnels du CRTE pourront être réunis en amont.

Le comité de pilotage évalue l'avancement du contrat et son exécution. Il procède à l'ensemble des modifications ou compléments à apporter au contrat durant sa phase de mise en œuvre.

Le préfet de département, délégué territorial de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, sera responsable, au nom de l'Etat, de la préparation et du suivi du CRTE. Il en facilitera la bonne exécution et assurera

la relation avec le préfet de région et les services régionaux de l'État compétents. Il facilitera l'intervention complémentaire des opérateurs nationaux et organismes financeurs.

L'évaluation des actions, de leur mise en œuvre et de leurs effets, constituera un élément clé du pilotage du contrat. L'avancement des actions et leurs impacts pourront être évalués à partir d'indicateurs définis en commun par les signataires. Ces indicateurs pourront permettre d'apprécier la contribution du contrat aux stratégies locales et nationales de développement économique, transition écologique et de cohésion territoriale.

Le comité de pilotage sera chargé de définir les critères de suivi et d'évaluation au fur et à mesure de la validation des nouvelles actions intégrées au CRTE.

Afin de contribuer à une plus grande dynamique et à une synergie des actions sur le territoire, il sera recherché une mutualisation entre le comité de pilotage CRTE et CTO dans le souci d'une gouvernance commune. De même, il sera recherché l'établissement d'outils communs de suivi des deux contrats.

#### **ARTICLE 6 : CREATION D'UN COMITE DES PARTENAIRES OU D'UNE INSTANCE EN TENANT LIEU**

Dans la phase de préparation du CRTE puis son exécution, les signataires s'engagent à associer d'autres acteurs à leurs travaux. Pour ce faire, un comité des partenaires pourra être constitué.

#### **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

Les signataires du protocole d'engagement peuvent s'engager ici à renforcer leurs communications respectives autour des ambitions de ce nouveau cadre contractuel et de la mise en œuvre du contrat.

Pour chacun des projets bénéficiant de financements du plan de relance, la communication réalisée par les différentes parties prenantes fera apparaître le logo France relance avec la charte graphique définie par le Service d'information du gouvernement (SIG).

Fait à ... , le...

Le préfet

Le président du Pays Comminges Pyrénées

La présidente de la Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges

Le président de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat

Le président de la Communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises